

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche  
477, boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-Lô Cédex

SAINT-LÔ, le 17/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STEP CAPIPONTAINE**

3 RUE DE FRANCHE COMTE  
50100 Cherbourg-en-Cotentin

Références : 2023-262  
Code AIOT : 0005302049

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2023 dans l'établissement STEP CAPIPONTAINE implanté Chef du Pont 50480 Sainte-Mère-Église. L'inspection a été annoncée le 10/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEP CAPIPONTAINE
- Chef du Pont 50480 Sainte-Mère-Église
- Code AIOT : 0005302049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : IED

La station d'épuration de Chef-du-Pont traite les effluents des établissements Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite d'inspection suite rachat de la station d'épuration de Chef-du-Pont par la société Step Capiontaine constituée des industriels Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Accès	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 7.1	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 14.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.181-47	/	Sans objet
5	Etude de compatibilité des rejets avec le milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 5-B	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis son rachat à la commune de Sainte-Mère-Eglise en décembre 2022, la station d'épuration de Chef-du-Pont est désormais exploitée par les industriels Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère au travers de la société Step Capipontaine.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.181-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Sans objet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.  II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.  [...]
<b>Constats :</b> Depuis mars 2022, la station d'épuration de Chef-du-Pont ne reçoit plus que les effluents industriels des sociétés Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère. L'ensemble des autres effluents (effluents domestiques des communes de Carquebut, Chef-du-Pont et Sainte-Mère-Église et effluents industriels de la Charcuterie de la Trappe) sont désormais tous traités par la nouvelle station d'épuration de Sainte-Mère-Église. Un poste de refoulement permettant de renvoyer ces effluents domestiques ainsi que les eaux résiduaires de la Charcuterie de la Trappe vers la station d'épuration de Sainte-Mère-Eglise a été créé à proximité immédiate de la station d'épuration de Chef-du-Pont. Une clôture a été mise en place afin de séparer le nouveau poste de refoulement de la station d'épuration.  La société Step Capiontaine, constituée des sociétés Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère, a été créée et est désormais le nouvel exploitant de la station d'épuration de Chef-du-Pont suite au rachat par la société Step Capiontaine en décembre 2022 de la station d'épuration qui appartenait à la collectivité.  Conformément aux dispositions de l'article R.181-47 du Code de l'environnement, une déclaration de changement d'exploitant a été transmise à monsieur le Préfet le 9 février 2023.  La station d'épuration de Chef-du-Pont qui relevait de la rubrique 2752 (station d'épuration mixte recevant des effluents domestiques et industriels) de la nomenclature des installations classées relève désormais de la rubrique 3710 (traitement des eaux résiduaires rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la directive IED, ce qui est le cas de l'usine Mont-Blanc).  La société Capiontaine a confié l'exploitation opérationnelle des installations à la société Saur Industrie. Depuis la reprise de la station d'épuration par les industriels, des échanges réguliers (point mensuel) sont réalisés entre les différentes parties prenantes (Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère, Mont-Blanc et Saur Industrie).
<b>Observations :</b> L'exploitant doit définir une organisation quant aux différentes déclarations à réaliser (saisie des résultats d'autosurveillance dans l'application Gidaf, déclaration annuelle

Gerep, prévisionnel et bilan des épandage des boues, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès au site doit être limité et contrôlé. A cette fin, celui-ci est clôturé sur la totalité de sa périphérie par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres, muni de grilles qui doivent être fermées à clef en dehors des heures de travail.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que la clôture était abîmée en un endroit.
<b>Observations :</b> Sous un délai d'un mois au plus tard, l'exploitant procédera à la réfection de la clôture aux endroits qui le nécessitent afin d'interdire l'accès aux installations à toute personne extérieure en vue notamment d'éviter tout risque de noyade.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets est régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La dernière modification du plan des réseaux présenté au cours de la visite d'inspection a été réalisée le 17/05/2005. Depuis cette date, plusieurs modifications ont été apportées récemment aux installations (déconnexion des effluents domestiques, modification du périmètre de l'installation avec création d'un poste de refoulement, ancienne canalisation d'acheminement des eaux usées domestiques de Chef-du-Pont désormais utilisée pour l'acheminement des effluents industriels de l'usine Mont-Blanc, modification du point de prélèvement en tête de station des effluents industriels de l'établissement Mont-Blanc, etc.).
<b>Observations :</b> Sous un délai d'un mois au plus tard, l'exploitant doit disposer d'un plan à jour des réseaux.  Ce plan des réseaux doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li><li>-les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Etude de compatibilité des rejets avec le milieu récepteur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 5-B
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sous le délai de 1 an à compter de la date de déracordement des effluents communaux et des effluents de la charcuterie de la Trappe et au plus tard le 1er janvier 2023, l'exploitant devra adresser à monsieur le Préfet de la Manche une étude relative à la compatibilité des rejets aqueux avec le milieu récepteur (= le Merderet). Ladite étude devra prendre en compte les objectifs de "bon état" du milieu et de non dégradation de celui-ci tel que prescrit par la directive cadre sur l'eau. Cette étude devra présenter les mesures et moyens à mettre en place accompagnés d'un échéancier de réalisation pour l'atteinte des objectifs de "bon état" et de non dégradation du milieu récepteur. Les dites mesures et moyens devront être mis en place au plus tard le 1er janvier 2025.</p>
<p><b>Constats :</b> La société Step Capipontaine a réalisé avec l'appui du bureau d'études GES une étude de compatibilité du rejet des eaux traitées par la station d'épuration avec le milieu récepteur.</p> <p>L'étude de compatibilité a permis de déterminer les concentrations maximales admissibles pour le rejet de la station d'épuration de Chef-du-Pont, pour un volume de 1 700 m<sup>3</sup>/j (volume actuellement autorisé), en période d'étiage sévère (QMNA5 -10%), et en tenant compte des effets cumulés du rejet de la nouvelle station d'épuration de Sainte-Mère-Église mise en service en juillet 2021.</p> <p>Au regard des conclusions de cette étude, sur la base des hypothèses de calculs retenues, il apparaît que les valeurs limites d'émission (VLE) reprises dans l'étude permettent d'atteindre un objectif de « bon état » du milieu récepteur. Par rapport aux VLE actuellement prescrites, il convient de diminuer la VLE pour le paramètre Ptotal pour la période de juin à octobre et pour le paramètre Zinc et de fixer une VLE pour le paramètre NTK de manière à cadrer strictement ce rejet en vue d'éviter un déclassement de la masse d'eau. Il apparaît donc nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens sera proposé par la Dreal à monsieur le Préfet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet